

Newsletter n°63

avril, mai, juin 2017



Hommage à Annie-France Berthod



Le 21 avril dernier, le CFDA et Sos Disparu(e)s ont perdu une grande amie, Annie-France Berthod, militante infatigable des droits de l'Homme, vice-présidente du CFDA et trésorière de la FEMED. Annie-France avait épousé la cause des disparu(e)s en s'impliquant depuis plusieurs années dans le combat de leurs proches.

Campagne de plaidoyer dans le cadre des élections législatives

En amont des élections législatives du 4 mai dernier, Sos Disparu(e)s en Algérie est allé à la rencontre des partis politiques et de leurs candidats, pour leur demander de se saisir de la question des disparitions forcées et de faire de la lutte pour la Vérité et la Justice une priorité de leurs programmes.



Même si l'association n'a pas été en mesure de rencontrer tous les partis candidats, une délégation a été reçue au bureau du Parti de la Liberté et de la Justice (PLJ) le 20 avril, au siège du Front des Forces Socialistes (FFS) et au siège de l'Union Nahda-Adala-Bina. Sos Disparus a par ailleurs pu dialoguer avec des candidats hors rendez-vous comme le Rassemblement National pour la Démocratie (RND), qui s'est déclaré très préoccupé par la question des disparitions forcées.

La présence de sept membres du FFS au rassemblement des familles de disparu(e)s le 26 avril atteste de leur soutien aux revendications des familles. A l'inverse, le FLN, contacté par Sos Disparus s'est dit très occupé et donc pas en mesure de recevoir l'association.

L'Algérie examinée dans le cadre de l'EPU



Le 8 mai 2017, l'Algérie était examinée par le Comité des droits de l'Homme des Nations Unies dans le cadre de l'Examen Périodique Universel (EPU).

Le CFDA et Sos Disparu(e)s se sont mobilisés très tôt en amont de cet examen. Un rapport alternatif a été rédigé conjointement avec 4 autres associations algériennes et transmis au Comité en septembre 2016. Une mission de plaidoyer avait été menée à Genève début avril en partenariat avec le réseau EuroMed Droits.

Ce travail de plaidoyer a porté ses fruits. Plusieurs pays dont la France, l'Argentine, l'Espagne, la Zambie et l'Irak ont en effet invité l'Algérie à prendre les mesures nécessaires pour faire la lumière sur le sort des disparu(e)s des années 1990, ainsi qu'à ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

Le Comité des droits de l'Homme examinera également le rapport de l'Algérie sur le respect des droits inscrits dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques en juillet 2018.

Le plan d'action du nouveau gouvernement

Le 21 juin 2017, le gouvernement Tebboune a présenté son plan d'action, dont le premier chapitre est consacré « au renforcement de l'Etat de droit, des libertés et de la démocratie ». Le CFDA y a toutefois relevé certaines contradictions.

Si le plan d'action insiste sur la nécessité de mettre en conformité la législation nationale avec les conventions internationales ratifiées, il faut souligner les lacunes actuelles. Par exemple, le Code pénal algérien n'établit pas que des aveux obtenus sous la torture sont irrecevables comme éléments de preuve dans une procédure. Or, l'Algérie a ratifié la Convention internationale contre la torture depuis 1986.

De la même manière, le plan d'action insiste sur la promotion du mouvement associatif national et sur la liberté de la presse et la liberté d'information. Pourtant, la loi n°12-06 relative aux associations est extrêmement restrictive et la Radio des Sans Voix a été censurée deux semaines après son lancement en juin 2016.

Le gouvernement souligne par ailleurs l'importance de poursuivre la mise en œuvre des principes de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale alors même que les textes d'application de celle-ci consacrent par leur article 45, l'impunité à des auteurs de crimes graves et bloquent l'établissement d'une stabilité dans le pays puisqu'elle laisse de nombreuses victimes en quête de Vérité et de Justice.

Brèves

Anniversaire de la radio en ligne du CFDA Radio des Sans Voix

Le 15 juin, le CFDA et Sos Disparus ont commémoré les un an de la Radio des Sans Voix.

Pour écouter les dernières émissions :
www.radiodessansvoix.org

Disparition et assassinat de Saïd Djouder

Le candidat FLN aux élections législatives du 4 mai 2017, Saïd Djouder, disparu le 30 mars 2017 a été retrouvé mort à Béjaïa le 19 avril 2017. Ce meurtre demeure un mystère. Le procureur de la République près du tribunal de Béjaïa a indiqué dans un communiqué que le meurtre de Saïd Djouder fait partie « des crimes de droit commun et n'a pas d'autres motifs ».

Lancement du Forum Social algérien à Alger

Les 19 et 20 mai 2017 s'est tenu le premier Forum Social algérien au siège de l'association SOS Disparu(e)s à Alger. Il avait pour thématique les libertés et pour slogan « *travaillons tous ensemble pour qu'une autre Algérie soit possible* ».

Après midi convivial pour la fête des mères

A l'occasion de la fête des mères, SOS Disparu(e)s et le CFDA ont organisé un après-midi convivial dans les locaux de l'association à

Alger et à Oran pour souligner les efforts et le courage des mères de disparu(e)s depuis des années.

Solidarité avec les prisonniers palestiniens

Un membre du CFDA et le frère d'un disparu se sont rendus le 25 mai à l'ambassade de Palestine en Algérie pour participer à un événement organisé par la section algérienne d'Amnesty International pour exprimer leur soutien aux prisonniers palestiniens détenus par Israël. Des milliers de prisonniers étaient en grève de la faim depuis le 17 avril. Parmi ces prisonniers, au moins 300 sont mineurs et 57 sont des femmes, dont 13 âgées de moins de 18 ans.

Forum du RAJ sur les libertés

Le 2 juin, le Rassemblement Action Jeunesse (RAJ) organisait un forum thématique sur les libertés au siège de leur association à Alger. Le forum portait précisément sur « l'avant-projet de code du travail entre réforme et régression sociale ». Etaient invités Nourredine Bouderra, expert et consultant en relation du travail et Nacer Djabi, sociologue et chercheur.

Communiqués de Presse

Disparition de Said Djouder, candidat aux élections législatives

12 avril 2017

<http://bit.ly/2ooSkcy>

SOS Disparu(e)s interpelle les candidats aux élections législatives

3 mai 2017

<http://bit.ly/2q22hjz>

Le plan d'action du nouveau gouvernement est-il incohérent face à l'Etat de droit ?

28 juin 2017

<http://bit.ly/2toeaSb>

Revue de Presse

Avril

<http://bit.ly/2q6KNBI>

Mai

<http://bit.ly/2s3pAtz>

Juin

<http://bit.ly/2v9g1s5>

Contacts

Email : cfda@disparus-algerie.org

Site : www.algerie-disparus.org

Phone : 0033 (0)1 43 44 87 82



[Notre page](#)



[Notre Mémorial Virtuel](#)